

techniques. Il n'y a pas de problème majeur. Nous devons maintenant attendre que le texte soit finalisé et avec le facilitateur, c'est-à-dire la Tanzanie, donner la date définitive... Je voudrais vous confirmer vraiment que cet accord sera signé bientôt car il n'y a plus d'obstacle majeur. »

P : Quant au conseil de sécurité des Nations unies, il a décidé à l'unanimité d'envoyer une centaine d'observateurs en Ouganda, tout au long de la frontière avec le Rwanda.

431/ Afrique soir (1993 JAF 0174 D)

P = Donaig Le Du

T = Accords de paix reportés sine die. Un retard qui serait motivé uniquement par des considérations techniques.

Itw du président Juvénal Habyarimana (Monique Mas) :
Diffusée à midi

- Journaux Afrique du 25 juin 93 (1993 JAF 0176)

432/ Afrique matin (1993 JAF 0176 A)

P = Pascal Gautier

P : Le président tanzanien, qui est comme on dit facilitateur dans les négociations inter rwandaises, vient de demander aux deux parties de suspendre les discussions. Il souhaite organiser une réunion avec les chefs d'Etat de la région pour parvenir aux derniers points restés en suspens. Le président tanzanien est visiblement très agacé que l'accord de paix n'ait pas pu être signé hier à Arusha comme il le souhaitait.

Le papier de Monique Mas n'a pas été diffusé.

Contenu de la notice Loris :

RWANDA/LE PDT TANZANIEN DEMANDE LA SUSPENSION DES
DISCUSSIONS/MAS

433/ Afrique midi (1993 JAF 0176 B)

P = Yves Rocle

P : ...Le président tanzanien a décidé de manifester sa mauvaise humeur en ajournant cette signature.

Pap. de Monique Mas :

« Ali Hassan Mwinyi est visiblement très agacé. Il est vrai que si l'accord de paix avait été signé hier à Arusha, le président tanzanien aurait pu le déposer dans la corbeille de l'OUA... Le président tanzanien a multiplié les pressions sur les deux parties ces dernières semaines, fixant même d'autorité une date pour la signature. Pour en finir, il est même passé au-dessus des têtes des chefs de délégation pour traiter directement avec le président du Rwanda et avec celui du FPR. Le résultat a été un dialogue de sourds sur l'un des derniers détails à régler sur le partage du commandement militaire de la future armée nationale. Un malentendu ou bien une interprétation quelque peu orientée des deux camps pour leur forcer la main. En tout cas, l'accord n'a pas été finalisé à temps et c'est le tanzanien qui a décidé cette nuit d'ajourner tout simplement les négociations. Il annonce qu'il va en discuter avec les chefs d'Etat de la région au sommet de l'OUA. De nouvelles pressions sont donc en perspective et notamment pour régler l'autre point encore litigieux, la question de la sécurité du nouveau gouvernement de transition. »

Juillet 1993

P = présentateur

T = titres du journal

- Journaux Afrique du 08 juillet 93 (1993 JAF 0189)

434/ Afrique midi (1993 JAF 0189 B)

P = Yves Rocle

Invité : Gérard Prunier, chercheur au CNRS, qui revient tout juste du Rwanda, où le gouvernement et le FPR n'ont toujours pas signé d'accord de paix. Jean Hélène lui a demandé ce qui bloquait.

Itw de Gérard Prunier, chercheur au CNRS (Jean Hélène) :

«Une des causes principales, c'est la demande du gouvernement d'avoir une période pré-intérimaire de six mois, avant de mettre en application les accords s'ils étaient signés. Evidemment, l'opposition s'interroge sur le sens et la nécessité d'une telle période. Une autre raison, c'est le désaccord sur le nom du Premier ministre... Bien qu'il appartienne au parti d'opposition MDR, la position personnelle de Dismas Nsengiyaremye est devenue tellement proche et amicale avec le président Habyarimana que l'opposition a l'impression qu'il ne les représente plus. L'opposition souhaiterait proposer le nom d'un autre candidat du MDR pour assurer la primature pendant la période intérimaire.

(Q. de J. H. : Et ça, ça peut se faire ou l'opposition est minoritaire au gouvernement ?)

L'opposition est à peu près à égalité avec le MRND. Certains éléments du MRND ne sont pas d'accord non plus sur la candidature de M. Nsengiyaremye... Il y a sans doute une majorité pour changer de Premier ministre.

(Q. de J. H. : Le président Habyarimana cherche à faire durer les choses, peut être dans l'espoir que l'opposition se divise encore plus ?)

C'est un espoir tout à fait réaliste. L'opposition est complètement divisée. Pas temps entre les partis mais à l'intérieur même du parti MDR.

(Q. de J. H. : Du côté du FPR, est-ce qu'on cherche au contraire à accélérer la signature de cet accord ?)

Oui et non. Le FPR veut évidemment se faire bien voir des occidentaux, donc ne veut pas donner l'impression qu'il bloque. Mais, en fait, le noyau dirigeant du FPR, qui est issu de l'armée ougandaise, a encore une position, je dirais, un peu maoïste, avec le concept de la guerre populaire prolongée et conçoit les choses comme étant une lente détérioration des positions de son adversaire. Ce qui est d'ailleurs exact sur le plan économique. La guerre est totalement catastrophique pour la petite économie rwandaise. Et d'ailleurs, c'est également ambigu sur le plan politique et de la

popularité du FPR. Parce qu'un certain nombre de gens de l'opposition qui sympathiseraient plutôt avec le FPR commencent à trouver qu'il y a une sorte de convergence entre le gouvernement et le FPR, qui a chacun ses raisons de traîner les pieds. Et la question que se posent beaucoup de gens, c'est : « Mon Dieu, que restera-t-il du pays une fois que la guerre sera terminée, si on arrive à la paix ? »

(Q. de J. H. : Est-ce que l'on sent parmi les opposants intérieurs rwandais au régime d'Habyarimana une méfiance grandissante vis-à-vis des rebelles du FPR ?)

Tout à fait, oui. L'offensive du 8 février a coûté très cher au FPR sur le plan de sa popularité à l'intérieur du Rwanda. Elle a été mal perçue. Elle a été perçue comme une tentative pour prendre le pouvoir par la force des armes. Ce qui n'était probablement pas réellement le cas. Mais ça a été perçu comme ça par les sympathisants de l'opposition, qui étaient en général assez bien disposés vis-à-vis du FPR.

(Q. de J. H. : Est-ce qu'on peut envisager des pressions internationales pour obliger les deux parties à signer cet accord ? Il semble que, pour le moment, les Tanzaniens n'aient pas réussi à faire avancer les choses bien qu'ils se soient beaucoup impliqués dans ces négociations ?)

On voit mal parce que les deux acteurs étrangers qui ont une réelle implication dans cette situation sont les Ougandais et les Français. Certainement le président Museveni a une grande sympathie pour les rebelles du FPR. Le degré auquel cette sympathie devient active et opératoire, ça, ça peut varier selon les circonstances internationales. Vu les pressions politiques et économiques, il a certainement freiné l'aide ougandaise au FPR... Du côté français par contre, on a l'impression qu'il y a une certaine volonté, bon on va voir ce que va faire le nouveau gouvernement français, mais au moins jusqu'au mois de mars, il y avait une volonté du gouvernement socialiste de donner une aide pratiquement sans limite au président Habyarimana.

(Q. de J. H. : On dit que la France souhaiterait se désengager du Rwanda. La preuve, cette mission d'observation créée par le Conseil de sécurité pour surveiller la frontière ougando-rwandaise ?)

J'ai peur qu'il s'agisse là d'une hypocrisie. Parce que. Que nous souhaitons une implication des Nations unies et que nous souhaitons que les Nations unies bloquent la frontière contre d'éventuelles livraisons d'armes au FPR, certes. Mais que nous souhaitons, par là même nous désengager et céder la place aux Nations unies, je ne le pense pas. Parce qu'il est douteux que les Nations unies ait la même politique de soutien quasiment inconditionnelle au président Habyarimana.»

- Journaux Afrique du 10 juillet 93 (1993 JAF 0191)

435/ Afrique matin (1993 JAF 0191 A)

P = Danielle Lefèvre

P : Si on croit le Premier ministre, le chef de l'Etat fait tout pour retarder la signature de l'accord de paix passé fin juin à Arusha, notamment en ne respectant pas la procédure prévue pour la nomination du Premier ministre du futur gouvernement de transition.

Itw de Dismas Nsengiyaremye, Premier ministre rwandais (Thierry Perret) :

« Je crois que le problème principal, c'est la non signature de l'accord de paix. Tous les prétextes sont bons. Y compris la manœuvre développée autour de la nomination du futur Premier ministre du gouvernement de coalition à base élargie. Je crois que c'est un faux problème qui a été créé uniquement pour divertir l'opinion et empêcher de voir ce qui se passe dans les faits et qui est une certaine volonté de reporter la signature, sinon de renégocier les accords de paix. »

436/ Afrique midi (1993 JAF 0191 B)

P = Dalila Berritane

T = Ca y est. La présidence a fixé la date de la signature de l'accord de paix inter-rwandais. En principe, jeudi prochain, le 15. Le gouvernement et les rebelles du FPR parapheront l'accord de paix après de multiples pressions de la communauté internationale, et notamment de la Tanzanie. Le conseil des ministres a par ailleurs précisé que le gouvernement de transition élargi à des représentants du FPR sera formé 60 jours au plus tard après la signature de cet accord. Il devrait mettre fin à trois années de guerre, qui a fait des centaines de réfugiés et provoqué le départ de quelques 900 000 personnes.

P : ... Dismas Nsengiyaremye, joint par RFI ce matin, présente les grandes lignes de cet accord.

Itw de Dismas Nsengiyaremye, Premier ministre rwandais (Assane Diop) :

« Ca prévoit tout d'abord un cadre général avec le rétablissement de l'Etat de droit, le partage du pouvoir entre les diverses forces politiques intérieures et la rébellion, la fusion des deux armées... et enfin, le retour et la réinsertion des déplacés de guerre et des réfugiés rwandais. »

437/ Afrique soir (1993 JAF 0191 C)

P = Nathalie Amar

T = Signature de l'accord de paix fixé à jeudi prochain.

Invité : Dismas Nsengiyaremye, Premier ministre du Rwanda. La paix semble à portée de main...

Itw de Dismas Nsengiyaremye, Premier ministre rwandais (Assane Diop) :

«Ca prévoit tout d'abord un cadre général avec le rétablissement de l'Etat de droit, le partage du pouvoir entre les diverses forces politiques intérieures et la rébellion, la fusion des deux armées... et enfin, le retour et la réinsertion des déplacés de guerre et des réfugiés rwandais.

(Q. d'A.D. : La vérification et la mise en oeuvre de cet accord, est-ce qu'il y aura un tiers, comme l'Oua ou l'Onu, pour surveiller l'application de cet accord ?)

L'accord sera supervisé par une force internationale de maintien de la paix, qui sera placée sous la responsabilité des Nations unies, avec la participation de l'Oua. Et les pays de la région qui ont servi d'observateurs, comme les pays occidentaux qui ont participé, devront aussi garantir l'application de cet accord.

(Q. d'A.D. : Est-ce que ceci va prendre du temps pour être mis en oeuvre ?)

Comment l'homme de la rue, le Rwandais, va-t-il sentir que maintenant la paix est installée, que la paix a été acceptée de part et d'autre ?)

Ca prendra un peu de temps. Il est prévu que le gouvernement de transition soit installé entre le 30^{ème} et le 60^{ème} jour. Mais l'homme de la rue, quand il saura qu'il pourra circuler librement à travers le pays, quand il saura que les contacts sont en cours entre les chefs du FPR et les cadres politiques de l'intérieur pour former le gouvernement, il va se sentir soulagé. Et dès qu'il aura vu les responsables du FPR dans le pays participer aux décisions, le Rwandais de l'intérieur sera vraiment rassuré et va y contribuer.

(Q. d'A.D. : Pas plus tard qu'hier, vous avez évoqué des difficultés créées par le chef de l'Etat pour parvenir à un accord. Vous avez donc pu convaincre le président Habyarimana à faire le pas, je suppose, puisque l'accord sera signé ?)

Quand dans ma lettre, j'ai dévoilé ce qui était caché derrière le report de la signature, le président a compris ... et par conséquent, il devait s'engager résolument pour la signature de l'accord de paix. Je crois que j'ai pris beaucoup de risques. Mais si c'était à recommencer, j'en prendrais encore. Je connais personnellement la guerre, je l'ai vue arriver, j'en ai souffert personnellement et je souhaite qu'elle soit terminée une fois pour toute. »

- Journaux Afrique du 17 juillet 93 (1993 JAF 0198)

438/ Afrique midi (1993 JAF 0198 B)

P = Dalila Berritane

T = ... Agathe Uwilingiyimana remplace Dismas Nsengiyaremye. La candidature du Premier ministre sortant a été rejetée par les quatre partis politiques présents à cette réunion. Le nouveau Premier ministre est issu du même parti que le Premier ministre sortant.

P : Une femme chef de gouvernement au Rwanda. Agathe Uwilingiyimana quitte son poste de ministre de l'Enseignement pour celui de chef de gouvernement. Elle remplace Dismas Nsengiyaremye, dont le gouvernement arrivait de toute façon à échéance. Alors pourquoi l'ancien Premier ministre n'a pas été reconduit, surtout que ce nouveau gouvernement a une durée de vie limitée ?

Pap. de Ghislaine Dupont :

«Ce sont les quatre autres partis représentés au gouvernement de transition qui ne voulaient pas d'une reconduction du docteur Nsengiyaremye. Apparemment, beaucoup lui reprochent son manque de collaboration et de concertation avec les autres mouvements dans la gestion des affaires. Certains vont même jusqu'à le rendre responsable des reports successifs de la signature de l'accord de paix. Cela dit, le nouveau chef de gouvernement, choisi après deux jours de consultation tenus avec le président Habyarimana, est issu du même parti que son prédécesseur, le MDR. Agathe Uwilingiyimana ne va pas bouleverser les équilibres politiques entre le MRND et les partis d'opposition. Les mêmes portefeuilles devraient donc être reconduits. Légalement, ce cabinet ne devrait durer que jusqu'à la signature de ce fameux accord de paix et jusqu'à la mise en place d'un gouvernement élargi aux membres du FPR. Le nouveau Premier ministre reconnaît elle-même qu'elle ne devrait rester en fonction que deux ou trois mois. »

- Journaux Afrique du 18 juillet 93 (1993 JAF 0199)

439/ Afrique matin (1993 JAF 0199 A)

P = Danielle Lefèvre

T = La question du nouveau Premier ministre est réglée. C'est une femme qui prend les rênes du gouvernement. Il s'agit de l'ancien ministre de l'Enseignement.

P : ... Elle appartient au MDR, comme le Premier ministre sortant, dont la candidature a été rejetée par les quatre autres partis. Explications d'Agathe Uwilingiyimana.

Itw d'Agathe Uwilingiyimana (Ghislaine Dupont) :

"Le parti MDR avait voulu reconduire le Premier ministre... Comme il s'agit d'un gouvernement de coalition, d'un gouvernement d'entente, on ne pouvait pas ignorer la majorité des quatre partis sur un parti.

(Q. de G. D. : Mais on sait qu'il y avait aussi des dissensions au sein même de votre parti, le MDR. Certains souhaitaient voir quelqu'un d'autre à la place du Premier ministre ?)

Au sein du parti, il y a deux positions qui sont plus ou moins opposées. Il y a une fraction derrière Nsengiyaremye Dismas, il y a une autre faction derrière le président du parti. Moi, je reste au gouvernement et je vais mettre au gouvernement les membres du parti qui vont accepter. Autrement dit, le parti MDR sera dans le gouvernement et c'est la faction, qui aura refusé d'aller au gouvernement, c'est à elle de se décider à créer un autre parti si elle ose. »

P : Pour ceux qui l'auraient oublié, je vous rappelle que le Burundi voisin a lui aussi un Premier ministre femme, nommé il y a juste une semaine.

440/ Afrique midi (1993 JAF 0199 B)

P = Dalila Berritane

T = Polémique au sein du parti MDR... L'ancien Premier ministre affirme qu'il est victime d'un règlement de compte personnel. Les partisans du nouveau Premier ministre affirment, eux, qu'ils ont voulu mettre fin à une gestion dictatoriale du gouvernement.

P : ...Paradoxe. L'éviction du Premier ministre a été acceptée par une fraction de son propre parti...

Itw de Dismas Nsengiyaremye (Christophe Boisbouvier) :

« Le président de la République ne voulait pas accepter le succès du gouvernement qui est parvenu à négocier et à conclure un accord de paix avec le FPR... C'est à partir de ce moment qu'il a entrepris des manœuvres et c'est dans ce sens qu'il a jugé opportun de remplacer le gouvernement par un autre gouvernement à sa dévotion.

(Q. de C. B. : Alors comment expliquez-vous que le parti du président et plusieurs autres partis de la coalition gouvernementale, y compris des membres de votre propre parti, aient décidé de vous demander de partir ?)

Non, ça c'est très clair. Ils ont peur de ce succès. Ils estiment que ce succès joue en ma faveur... En d'autres termes, ils ont peur de la démocratie parce qu'ils trouvent que quelqu'un qui a travaillé, qui arrive au moment de récolter les fruits de son travail, devient dangereux et qu'il mérite d'être éliminé. »

P : Hier, les partisans du docteur Nsengiyaremye se sont réunis pour décider que le nouveau Premier ministre était suspendu de ses fonctions au sein du MDR. Même chose pour le président du MDR qui a soutenu cette nomination.

Itw de Faustin Twagiramungu (Christophe Boisbouvier) :

« ...Je pense que ce qui explique l'évènement d'hier, c'est que nous ne pouvons pas nous cramponner à une personne qui n'est pas acceptable pour les partis devant participer au gouvernement de transition...Ce qu'on reproche au docteur Nsengiyaremye se sont des attitudes plus ou moins dictatoriales, je crois...

(Q. de C. B. : Est-ce que le changement de gouvernement va induire un changement de politique et notamment un changement d'attitude dans les négociations avec le FPR ?)

... Les points qui sont encore en suspens sont des points qui sont faciles à négocier, je crois, et ça ne nécessite pas un changement de politique... La ligne est tracée pour les négociations, elle reste la même. »

441/ Afrique soir (1993 JAF 0199 C)

P = Nathalie Amar

Itw de Dismas Nsengiyaremye (Christophe Boisbouvier) :
Diffusée à midi

Itw de Faustin Twagiramungu (Christophe Boisbouvier) :
Diffusée à midi

P : Le nouveau Premier ministre a formé aujourd'hui son équipe. Les deux ministres proches de l'ancien chef de gouvernement sont remplacés aux portefeuilles des Affaires étrangères et de l'Information par deux partisans du président du MDR. Un nouvel arrivant : le président du Parti libéral qui prend le ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat.

- Journaux Afrique du 24 juillet 93 (1993 JAF 0205)

442/ Afrique midi (1993 JAF 0205 B)

P = Pascal Gautier

T = La signature de l'accord de paix menacée par les fractures au sein de la classe politique du pays. Hier soir, le Premier ministre, issu de l'opposition, a démissionné avant de se raviser. Et le MDR, le principal parti de cette opposition, est maintenant divisé. Quant au ministre de la Défense, un proche du président Habyarimana, il a carrément quitté le pays. Dans sa lettre de démission, James Gasana explique qu'il a été menacé de mort par une faction de l'armée.

Pap. de Monique Mas :

« James Gasana a quitté le pays mercredi après avoir mis sa famille à l'abri en Europe. Dans sa lettre de démission rendue publique hier, il déclare qu'il a été menacé de mort par une faction de l'armée, un escadron de la mort. James Gasana n'était pas un militaire mais un agronome... Au titre de ministre de la Défense, il avait en charge les services de renseignement, un portefeuille délicat donc. Peut être même un ministère à la source d'informations dangereuses, voire mortelles. James Gasana était un homme de confiance du président Habyarimana. Son départ indique à quel point la sécurité n'est pas assurée au Rwanda, même pour ceux qui appartiennent à l'ancien parti unique. »

P : ... Aujourd'hui, Agathe Uwilingiyimana affirme avoir été contrainte à la démission sous la pression de son parti qui était en congrès hier à Kigali.

Pap. de Monique Mas :

« C'était un congrès crucial puisque le MDR vient d'exploser. Il s'agit maintenant de savoir qui des deux factions peut s'en réclamer... Hier, Faustin Twagiramungu s'est finalement proposé comme Premier ministre. Et cette fois, il a été exclu par le congrès de son parti. En revanche, il a reçu l'agrément du Conseil des ministres, ancien parti unique compris. Mme Uwilingiyimana était censé assurer un intermède jusqu'à la signature de l'accord de paix avec le FPR. Mais le véritable enjeu, c'est le fauteuil de Premier ministre qui dirigera lui le gouvernement issu de cet accord, et cela pendant toute la durée de la transition qui doit conduire le pays aux élections. Conformément aux accords d'Arusha, ce fauteuil doit revenir au MDR. Un MDR désormais divisé et affaibli. »

443/ Afrique soir (1993 JAF 0205 C)

P = Nathalie Amar

P : Alors que les envoyés spéciaux du président tanzanien se démènent pour parvenir à la signature de paix des accords d'Arusha, côté rwandais, les blocages se multiplient...

Pap. de Monique Mas :

« Un ministre de la Défense qui démissionne parce qu'il aurait reçu des menaces de mort d'une faction de l'armée. Un Premier ministre qui se plaint d'avoir été séquestré et forcé de démissionner par le Congrès de son propre parti. La perspective de la paix agite aussi bien la mouvance présidentielle que l'opposition... »

P : Quant au FPR, il se refuse pour l'instant à trancher entre les deux tendances. Les rebelles du FPR attendent qu'on leur présente un Premier ministre pour diriger le gouvernement de transition auquel ils doivent participer.

- Journaux Afrique du 25 juillet 93 (1993 JAF 0206)

444/ Afrique matin (1993 JAF 0206 A)

P = Danielle Lefèvre

Pap. de Monique Mas :

Diffusé la veille au soir

- Journaux Afrique du 27 juillet 93 (1993 JAF 0208)

445/ Afrique midi (1993 JAF 0208 B)

P = Yves Rocle

T =

P : Cette fois, les Rwandais semblent s'être mis d'accord... Finalement, gouvernement et FPR ont conclu leur accord presque en catimini. C'était dimanche dernier dans la zone tampon dans le nord du Rwanda.

Pap. de Monique Mas :

« La nouvelle est restée plutôt confidentielle à l'extérieur du Rwanda. Pourtant les ambassadeurs belge, ougandais, burundais, zaïrois mais aussi bien sûr le ministre des Affaires étrangères tanzanien ont bien été les témoins des deux chefs de délégation, celui du FPR et celui du gouvernement, pour parapher l'accord de paix... Un nouveau ministre des Affaires étrangères, M. Gasana, a finalisé les accords de paix au cours d'un marathon de huit jours... La paix au Rwanda mérite bien une messe. Ce sera donc début août à Arusha avec une cérémonie de signature qui réunira le président du Rwanda et celui du FPR, le général Habyarimana et le colonel Kanyarengwe et cela en grande pompe devant les chefs d'Etat de la région. »

P : Nous voyons tout de suite le contenu de cet accord et en particulier la fameuse question militaire puisque c'était le dernier point en suspens.

Pap. de Monique Mas :

« ... Finalement, au niveau du commandement, c'est le principe de la parité et de l'alternance qui a prévalu, c'est-à-dire 50-50 jusqu'au chef de bataillon. C'est ainsi que le chef d'état major de l'armée viendra de l'ex-armée gouvernementale et celui de la gendarmerie du FPR et vice-versa pour leurs adjoints. L'intégration inédite d'officiers tutsis entraîne un nouvel équilibre militaire. Recomposition nationale aussi avec le droit au retour de centaines de milliers de réfugiés tutsis. Ce volet de l'accord aura été expédié en quelques jours. En revanche, le troisième volet, le partage du pouvoir, aura demandé plusieurs mois. Il prévoit l'entrée du FPR dans un

gouvernement de transition chargé de mener le pays aux élections. C'est le conseil des ministres qui détiendra l'exécutif... Enfin le Premier ministre sera Faustin Twagiramungu, le président du MDR. »

446/ Afrique soir (1993 JAF 0208 C)

P = Nathalie Amar

T = Le Rwanda tourne la page après trois ans de guerre civile ...

Pap. de Monique Mas :

« Trente ans de rivalités sanglantes entre Hutu et Tutsi, trois ans de guerre, un an de négociation ardue, l'accord de paix relève le défi d'un Rwanda nouveau. En trois volets... La nouvelle donne est donc ethnique, militaire et politique. »

Itw d'Anastase Gasana, nouveau ministre des Affaires étrangères (Monique Mas) :

«Le conflit rwandais, c'était un conflit politique. Ce qui me paraît important, c'est qu'il ait trouvé un terme justement politique.

(Q. de M. M. : Qu'est-ce qu'il reste à faire maintenant pour solenniser tout ça ?)

C'est la cérémonie de la signature de l'accord de paix qui aura lieu à Arusha. On attend de la partie tanzanienne la date de la cérémonie... Cela devrait avoir lieu dans les premiers jours du mois d'août...»

Août 1993

P = présentateur

T = titres du journal

- Journaux Afrique du 04 août 93 (1993 JAF 0216)

447/ Afrique matin (1993 JAF 0216 A)

P = Danielle Lefèvre

T = Signature de l'accord de paix à Arusha mettant fin à trois ans de guerre civile et à trente ans de rivalités ethniques.

P : Joie et angoisse aujourd'hui pour les Rwandais avec la signature à Arusha de l'accord de paix... Joie parce que cet accord doit mettre un terme à une longue et coûteuse guerre civile...angoisse qu'après des décennies de rivalités ethniques cet accord si difficile à mettre au point ne tienne pas.

Pap. de Monique Mas :

« Cet accord de paix, ce n'est pas simplement la fin d'une guerre, ni même une simple réconciliation ethnique, c'est surtout l'introduction au Rwanda d'une nouvelle donne politique. Et cela selon un scénario inédit sur la scène du changement politique africain. Une scène encombrée de coups d'état militaire... Pendant plus de trente ans, les Rwandais ont été en proie au poison ethnique. Ils ont subi la guerre pendant trois ans. Pourtant, en moins d'un an de négociations, ces mêmes Rwandais se sont entendus sur un partage du pouvoir. Une formule plutôt crue et étonnante qui débouche sur la formation d'un gouvernement de transition composé à parts égales d'anciens rebelles, de ministres issus de l'opposition ou de l'ancien parti unique. Au passage, le président a abandonné l'essentiel de ses pouvoirs exécutifs au profit du conseil des ministres. L'armée se prépare à un nouvel équilibre ethnique et régional... La nation rwandaise s'ouvre, elle, aux centaines de milliers d'exilés tutsis... Le nouveau gouvernement disposera de 22 mois renouvelable une seule fois pour passer des retrouvailles à des élections démocratiques. Les Rwandais se prononceront alors sur la légitimité des nouveaux acteurs politiques. »

Itw de Faustin Twagiramungu, nouveau Premier ministre (Monique Mas) :

« Ce qui est prioritaire, c'est d'insister sur la réconciliation du peuple rwandais. Ceci exige la définition nouvelle de la politique dans les communes, dans les préfectures, afin que ce peuple puisse repenser ce qui a existé afin de définir des objectifs pour un avenir meilleur... Le pays est par terre. Il est nécessaire d'engager un dialogue avec nos bailleurs de fonds... »

448/ Afrique midi (1993 JAF 0216 B)

P = Yves Rocle

T = C'est dans quelques instants, à 14 h 35 dit-on, que le chef rebelle et le président rwandais vont signer l'accord historique. Ca se passe à Arusha dans le nord de la Tanzanie.

P : Une signature historique...

Pap. de Monique Mas :

« La cérémonie se tient dans la salle de conférence internationale d'Arusha, au pied du Kilimandjaro. L'ONU, la France, la Belgique et les Etats-Unis se sont faits représenter. L'OUA avait battu le rappel des chefs d'Etat de la région. Le maréchal Mobutu s'est fait représenter par son Premier ministre. Mais les présidents du Burundi, d'Ouganda, de Tanzanie et du Rwanda ont même tenu un mini sommet pour concocter une déclaration de soutien à l'accord et au rapatriement des réfugiés. Mini sommet aussi pour les partis politiques rwandais qui ont défini une sorte de code de déontologie politique... Tout un symbole que ce face à face. Deux Hutus pour rendre leur identité rwandaise aux exilés tutsis. Deux officiers, deux ennemis intimes... »

Itw d'Alexis Kanyarengwe (Monique Mas) :

« Depuis très longtemps, le peuple rwandais a été entretenu dans des divisions à base ethnique et régionale... Dans cet accord, on fait en sorte qu'elles sont supprimées et qu'on en parle plus.

(Q. de M.M. : Est-ce que vous ferez partie du gouvernement de transition qui sera chargé de conduire le pays aux élections ?)

...Nous optons de nous constituer en parti politique. Mais quant à d'éventuels postes au sein du gouvernement, ça ne m'est pas encore venu à l'esprit.

(Q. de M.M. : Quelles seraient les priorités de ce gouvernement ?)

Ce sera en premier lieu le rétablissement de la sécurité publique. Il faudra donc penser également à organiser le retour des réfugiés et à la réforme administrative. »

Pap. de Monique Mas :

« ...D'ici 37 jours, le gouvernement de transition doit être installé à Kigali...Le FPR pourra venir dans la capitale avec un bataillon de 600 hommes. Pour le reste, la sécurité sera assurée par une force internationale. Un millier d'Egyptiens serait prévu au programme. Les deux compagnies françaises devraient quitter Kigali. Le gouvernement disposera de 22 mois renouvelable une seule fois pour conduire le pays à ces premières élections pluralistes. »

Itw de Faustin Twagiramungu, nouveau Premier ministre (Monique Mas) :

Diffusée le matin

449/ Afrique soir (1993 JAF 0216 C)

P = Nathalie Amar

T = Le chef de l'Etat qui donne l'accolade au chef de la rébellion du FPR. Image saisie il y a quelques heures à Arusha. Les deux hommes viennent de signer la paix.

P : ...La cérémonie a été à la mesure de l'évènement puisqu'elle se déroulait à Arusha en présence des chefs d'Etat de la région et de diplomates étrangers.

Itw de l'ambassadeur de France en Tanzanie (Ghislaine Dupont) :

«C'était une ambiance de fête et de grande émotion...On sentait qu'entre les deux parties, il n'y avait plus d'ennemis...

(Q. de M.M. : Qu'ont fait les deux ennemis une fois qu'ils ont apposé leur signature ? Ils se sont serrés la main ?)

Ils se sont donnés de très larges accolades.

(Q. de M.M. : Qu'est-ce qui s'est passé après la signature de l'accord ?)

Un certain nombre d'interventions de personnalités... »

P : Retour sur l'accord historique qui vient d'être signé à Arusha...

Pap. de Monique Mas :

Diffusé à midi

P : 22 mois au cours desquels le Premier ministre aura fort à faire. L'accord prévoit le partage du pouvoir mais aussi la fusion des anciennes troupes en conflit en une seule armée. Cette tâche, c'est Faustin Twagiramungu, le président du principal parti d'opposition qui aura à l'accomplir.

Itw de Faustin Twagiramungu, nouveau Premier ministre (Monique Mas) :

« Nous ne pouvons perdre de vue un protocole aussi important que celui de l'intégration des forces armées, avec tout ce que ça peut soulever. Il faut que cette unité se fasse et cette unité devrait commencer par ces forces armées pour un Rwanda nouveau. Je crois que le peuple rwandais a besoin d'une certaine éducation politique. Ce ne sont pas les paysans sur leurs collines qui décident finalement de ce que le pays devrait être. Les leaders devraient afficher un comportement nouveau. Ce qui compte, c'est que les deux ethnies principales, les Hutus et les Tutsis, puissent vivre ensemble. »

P : Quant au FPR, il devra passer du statut de mouvement rebelle à celui de parti politique. Et lui aussi, dépasser les vieilles rivalités ethniques.

Itw d'Alexis Kanyarengwe (Monique Mas) :

Diffusée à midi

Mais la deuxième question de Monique Mas et la réponse d'Alexis Kanyarengwe a été coupée.

P : Pour l'instant, pas d'explosion de joie à Kigali. En revanche, dans la communauté rwandaise de Brazzaville, l'accord a déjà été fêté.

Enrobé de Frédérique Jeunot à Brazzaville :

Un Rwandais :

« Aujourd'hui, c'est une grande fête, une grande joie, surtout pour les nouvelles générations de Rwandais qui, pour la plupart, n'ont jamais vu leur pays natal. Une nouvelle indépendance.

Frédérique Jeunot :

Il est le doyen rwandais du Congo. Seize ans déjà passés ici. Quant à son voisin, âgé de 36 ans, il n'a jamais mis les pieds dans son pays.

Le voisin :

Je suis satisfait et un peu déçu dans ce sens que ce conflit date de trente ans. C'est dommage qu'on ait attendu qu'il y ait une guerre pour pouvoir penser à ce problème et le résoudre.

Frédérique Jeunot :

Jean Damascène porte lui un tee-shirt sur lequel un Rwandais, mi-Hutu, mi-Tutsi, embrasse la carte du Rwanda. Une inscription « Bonjour chez nous ».

Jean Damascène :

C'est la première fois que l'OUA arrive à résoudre un conflit. C'est la toute première fois dans l'histoire de l'Afrique... La grande satisfaction, c'est pour les milliers de réfugiés qui vont pouvoir rentrer chez eux après trente ans en exil. Je pense bien rentrer. Ça dépendra des conditions de rentrée.

Frédérique Jeunot :

Ce n'est pas une victoire du FPR, précise-t-il, c'est la victoire du peuple rwandais sur la dictature. L'un écoute la radio en swahili et traduit aux membres de cette petite fête spontanée. Les gens se serrent les mains, ont-ils dit. Les Rwandais de Brazzaville répètent la phrase en riant.

Une Rwandaise :

Ca va changer quelque chose dans ma vie. Avant je n'avais pas la possibilité d'aller voir mes parents. Maintenant, dès demain, je peux y aller.

Frédérique Jeunot :

Prochaine rencontre dimanche. La radio nationale viendra enregistrer au bar du parc zoologique, tenu par une Rwandaise, son journal parlé de 13h, une émission spéciale Rwanda. »

- Journaux Afrique du 24 août 93 (1993 JAF 0236)

450/ Afrique matin (1993 JAF 0236 A)

P = Pascal Gauthier

T = Assassinat d'un responsable de l'ex-parti au pouvoir

P : L'un des responsables de l'ex-parti unique a été assassiné hier. Fidel Rwanbuka, membre du comité central du MRND, a été abattu à son domicile de Kanzenze. Il était le bourgmestre de cette commune, située au nord de Kigali. C'est là qu'en février dernier avaient eu lieu des massacres interethniques. Et certains avaient accusé M. Rwanbuka d'avoir encouragé le meurtre de Tutsis. Alors s'agit-il d'un assassinat à caractère tribal, malgré les récents accords d'Arusha, qui ont permis une réconciliation entre Hutus et Tutsis. Le président d'une association des droits de l'homme « Kanyarwanda » ne le pense pas.

Itw de Fidel Kanyabugoyi, président de Kanyarwanda (Muriel Pomponne) :

« Tout ceux qui pouvaient se venger de lui n'ont pas, ni la force, ni la volonté de le faire. Au contraire, ceux qui pourraient se venger de ce type attendent beaucoup de cette paix, de la signature des accords de paix d'Arusha. Je ne pense pas donc que ce soit une affaire tribale.

(Q. de M.P. : Alors qu'est-ce qui peut selon vous expliquer son assassinat ?)

Moi, je pense qu'il a été tué par ceux qui ont la politique d'assassiner dans ce pays. Depuis le début de la guerre, il y a un groupe de gens qui ont tout intérêt, qui ont montré leur politique d'assassiner des gens, de fomenter des troubles dans le pays, de tuer des innocents, pour maintenir la tension et expliquer la guerre de cette façon. »

451/ Afrique midi (1993 JAF 0236 C)

P = Donaig Le Du

T = L'assassinat dimanche d'un homme politique provoque une vive émotion. Fidel Rwanbuka, membre du comité central du MRND, a été abattu à son domicile de Kanzenze, la ville dont il était le bourgmestre. C'est là qu'en février dernier avaient eu lieu des massacres interethniques. Et certains avaient accusé M. Rwanbuka d'avoir encouragé le meurtre de Tutsis. Alors s'agit-il d'un assassinat à caractère tribal. C'est la question que Muriel Pomponne a posée au président de l'association de défense des droits de l'homme « Kanyarwanda », Fidel Kanyabugoyi.

Itw de Fidel Kanyabugoyi, président de Kanyarwanda (Muriel Pomponne) :

Diffusée le matin

Septembre 1993

P = présentateur

T = titres du journal

- Journaux Afrique du 08 septembre 93 (1993 JAF 0251)

452/ Afrique midi (1993 JAF 0251 C)

P = Yves Rocle

Invité : Le colonel Gustave Zoula, un congolais chargé des questions militaires au sein du groupe d'observateurs militaires de l'OUA au Rwanda. L'accord conclu le 4 août dernier prévoit la création d'un gouvernement d'union nationale et sa mise en place jeudi prochain. Cela dit, le délai ne pourra vraisemblablement pas être respecté car il faudra attendre l'arrivée des forces des Nations unies. Ghislaine Dupont a donc demandé à Gustave Zoula si le renforcement du GOM de l'OUA ne pouvait pas permettre l'installation du gouvernement à la date prévue.

Itw du colonel Gustave Zoula, chargé des questions militaires au sein du GOM de l'OUA au Rwanda (Ghislaine Dupont) :

« En ce qui concerne l'atmosphère, en tout cas à Kigali, tout est calme. Les gens sont très heureux qu'on soit arrivé enfin à un accord de paix. Ils se disent que la guerre est finie et ne pensent qu'à reconstruire... Nous pensons que le climat de confiance mutuelle ne fait que se renforcer. Si le gouvernement de transition ne peut pas être mis en place à la date du 10 septembre, il y a néanmoins un certain nombre de dispositions qui ont été prises par les deux parties pour essayer de circonscrire la situation.

(Q. de G. D. : Lorsque vous dites que le gouvernement ne pourra pas être mis en place, c'est parce que les conditions de sécurité ne sont pas encore réunies ?)

C'est exact. Ce gouvernement ne pourra pas se mettre en place tant que les conditions de sécurité à Kigali ne seront pas encore exécutoires.

(Q. de G. D. : Mais pour quelles raisons y a-t-il du retard ?)

Il était entendu que 37 jours après la signature de l'accord d'Arusha, le gouvernement serait mis en place à condition que les éléments du FPR qui feront partie de ce gouvernement aient leur propre garde, à savoir qu'ils amènent un bataillon de 600 personnes à Kigali pour assurer leur sécurité. Et cela ne va pas se faire tant que les Nations unies, qui doivent d'une façon générale assurer le cantonnement, le désarmement et la démobilisation des anciennes forces de l'armée gouvernementale et des forces du FPR, ne seront pas encore mis en place au niveau du Rwanda.

(Q. de G. D. : Quand est-ce que cette force internationale chapeauté par l'Onu va se mettre en place ?)

La semaine dernière, il y a une mission de reconnaissance d'un militaire des Nations unies... En ce moment, elle est retournée à New York pour faire son rapport au secrétaire général des Nations unies, qui devra lui-même faire rapport au Conseil de sécurité. Et ce n'est qu'après que le Conseil de sécurité aura pris une décision sur cette question que nous saurons exactement quand est-ce que la force internationale des Nations unies pourra se mettre en place ici au Rwanda.

(Q. de G. D. : Cela veut dire que tant que la force internationale ne sera pas en place, le gouvernement provisoire ne pourra pas lui non plus s'organiser à Kigali ?)

Les deux parties se sont retrouvées le 4 septembre à Mulindi, une petite localité au nord du pays. Ils ont discuté de toutes ces difficultés. Ils ont décidé d'envoyer une mission conjointe à l'Onu pour contacter les membres permanents du Conseil de sécurité et leur demander de faire diligence dans la mise en œuvre de cette force.

(Q. de G. D. : D'ici à ce que cette force internationale de l'Onu puisse arriver au Rwanda, le GOM va être élargi ?)

Nous avons déjà commencé cet élargissement mais nous pensons que ce groupe ne pourra pas rester en place au-delà du 31 octobre parce que nous disons qu'à cette date, certainement que les Nations unies auront déjà pris une décision pour la création et le déploiement de la force internationale neutre. En attendant, ce que je peux vous dire, c'est que les deux parties sont réalistes et elles font preuve de bonne volonté. Elles ont déjà créé une commission militaire mixte, chargée d'étudier les nouveaux programmes communs de formation de la nouvelle armée... Elles font tout pour créer un climat de confiance... Et si ce n'est pas cette semaine, la semaine prochaine, le président rwandais projette de rencontrer les responsables du FPR.

(Q. de G. D. : Si le GOM est élargi, cela pourrait suffire pour que le gouvernement puisse se former ?)

Je ne pense que le GOM, même élargi, puisse remplir toutes les missions qui sont assignées à la force internationale neutre. »

- Journaux Afrique du 26 septembre 93 (1993 JAF 0269)

453/ Afrique matin (1993 JAF 0269 A)

P = Danielle Lefèvre

P : La mise en place du gouvernement de transition prend du retard, notamment parce que le problème de la sécurité dans le pays reste en suspens. Pour y remédier, les Nations unies sont prêtes à la création de la Minuar, la mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda. Cette force pourrait compter jusqu'à plus de 2 500 hommes mais son déploiement prendra trois mois après son autorisation par le Conseil de sécurité.

Pap. de Monique Mas :

« Cette force de l'Onu sera chargée d'assurer la sécurité au Rwanda afin que le gouvernement de transition puisse enfin commencer à travailler...L'Onu a été sollicitée en mars dernier par les deux parties. Elles viennent de renouveler leur demande avec une délégation conjointe et unanime qui séjourne actuellement à Washington. Cela a sans doute compté pour le secrétaire général de l'Onu, qui souligne toutefois, qu'après l'autorisation du Conseil de sécurité, il faudra au moins compter trois mois avant un éventuel déploiement des 2 548 militaires de l'Onu. Une mission conséquente donc mais qui tarde à venir pour une transition menacée de paralysie. »

Octobre 1993

P = présentateur

T = titres du journal

- Journaux Afrique du 06 octobre 93 (1993 JAF 0279)

Afrique matin (1993 JAF 0279 A)

Bande manquante

Contenu de la notice Loris :

RWANDA MISSION ONU AP CAYROL DESK M MAS

- Journaux Afrique du 07 octobre 93 (1993 JAF 0280)

454/ Afrique matin (1993 JAF 0280 A)

P = Danielle Lefèvre

P : Nous vous parlions hier du prochain démarrage de la mission de la paix de l'Onu au Rwanda. Une mission qui doit permettre enfin l'application des accords de paix d'Arusha. Concernés au premier chef par ces accords les centaines de milliers de réfugiés politiques ou de personnes déplacées... Hier, une délégation conjointe, gouvernement- FPR, s'est rendue à Genève pour discuter avec le comité exécutif du HCR et obtenir une réunion sur le problème. Explications de M. Jacques Bihozagara, représentant du FPR en Europe.

Itw de Jacques Bihozagara, représentant du FPR en Europe (Monique Mas) :

« Cette réunion aurait pour objectif de réunir des donateurs pour récolter les fonds nécessaires au rapatriement. Nous voulons qu'on compose une commission provisoire pour commencer immédiatement le recensement des réfugiés rwandais et l'identification des sites de rapatriement...

(Q. de M.M. : Est-ce que la résolution que vient de prendre les Nations unies concernant l'envoi d'une force internationale au Rwanda va permettre d'accélérer le rapatriement des réfugiés ?)

La résolution des Nations unies devrait en premier lieu permettre la mise en place des institutions de la transition. Nous pensons que seules les institutions de la transition, le gouvernement de transition à base élargie et l'assemblée nationale de

transition, pourraient jeter les bases d'un rapatriement par la mise en application de toutes les clauses qui ont été conclues à Arusha. »

455/ Afrique midi (1993 JAF 0280 B)

P = Donaig Le Du

Itw de Jacques Bihozagara, représentant du FPR en Europe (Monique Mas) :
Diffusée le matin

- Journaux Afrique du 12 octobre 93 (1993 JAF 0285)

456/ Afrique matin (1993 JAF 0285 A)

P = Danielle Lefèvre

T = Le président Habyarimana est à Paris pour remercier la France de son soutien. Il se prononce pour une accélération du processus électoral prévu par les accords d'Arusha.

P : Hier, le président rwandais a rencontré le président François Mitterrand et le ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé. Au menu des entretiens : de l'économie, la France va participer à la relance du pays, et aussi du militaire, avec le prochain retrait du contingent français.

Pap. de Monique Mas :

«Le président Habyarimana est surtout venu remercier la France pour son aide militaire. Une aide qui perdure avec deux compagnies basées à Kigali...L'Onu qui vient de programmer l'envoi d'un premier contingent de 300 soldats en novembre. De quoi remplacer les militaires français. A moins qu'ils n'attendent pour partir le déploiement du premier bataillon de 800 hommes en décembre. Le président Habyarimana souhaitait que la France participe à cette force onusienne aux côtés de la Belgique et de l'Allemagne. Mais le FPR refuse, de même qu'il exige le départ des troupes françaises pour venir occuper à Kigali les portefeuilles ministériels qui lui ont été attribués dans le gouvernement de transition. Le ministre des Affaires étrangères a déjà annoncé qu'il n'y aurait pas de soldats français dans la mission de l'Onu. Alain Juppé promet en revanche une aide à la reconstruction du pays. Le président Habyarimana compte organiser une table ronde des bailleurs de fonds. Pour cela, il faudra sans doute attendre l'entrée en fonction du gouvernement de transition dans quelques mois.»

P : ... Le président Habyarimana n'a pas dit s'il serait candidat à un nouveau mandat présidentiel.

457/ Afrique midi (1993 JAF 0285 C)

P = Donaig Le Du

T = Hier, le président rwandais a rencontré le président François Mitterrand, le ministre des Affaires étrangères et celui de la Coopération. Le président Habyarimana souhaite accélérer le processus électoral en cours. Il voudrait que les élections aient lieu avant 1995, la date prévue par les accords de paix d'Arusha.

Pap. de Monique Mas :

Diffusé le matin

- Journaux Afrique du 23 octobre 93 (1993 JAF 0296)

458/ Afrique midi (1993 JAF 0296 B)

P = Pascal Gauthier

T = Le ministre burundais de la Santé a décidé de former un gouvernement en exil à Kigali. Il lance un appel à la communauté internationale pour rétablir la démocratie au Burundi après le coup d'Etat militaire de jeudi dernier. Pour l'instant, le pays est toujours coupé du monde. Seule certitude, des dizaines de milliers de réfugiés continuent d'affluer à la frontière rwandaise... Ces réfugiés font état de massacres interethniques dans leur pays. L'armée à dominante tutsie s'en serait notamment prise à la communauté hutue majoritaire au Burundi.

Corr. de Jean Hélène à la frontière rwandaise :

«Au poste frontière de Kanyaro, côté rwandais, on croise des dizaines de gens armés de machettes, de lances, d'arcs et de flèches. Ils viennent du Burundi voisin. Ils ont fui leur village après avoir appris que le président a été renversé, craignant les exactions des soldats. Ils affirment que l'armée a déjà commencé à éliminer les intellectuels et les notables hutus de Kayanza, la grande ville voisine à 20 km de là. Mais la majorité des réfugiés sont des femmes et des enfants. Les hommes, dit-on, seraient sur le pied de guerre et prêts à se battre. L'atmosphère est tendue et on constate déjà les premiers signes de vengeance ethnique déclenchée par le coup d'état à Bujumbura. La rivière qui marque la frontière rwando-burundaise charrie quelques corps depuis hier. Ce matin, on y voit le cadavre d'un jeune homme, les bras liés derrière le dos. Les paysans hutus ont capturé un Tutsi, l'ont ligoté avant de le jeter dans la rivière, explique un badaud. Pour les observateurs, c'est le signe avant-coureur des violences tribales, comme celles qui ont jalonné l'histoire du Burundi. Dans ces conflits, l'armée contrôlée par les Tutsis prend toujours le dessus. Logiquement, puisqu'elle dispose de fusils face aux machettes et aux gourdins des paysans. »

Novembre 1993

P = présentateur

T = titres du journal

- Journaux Afrique du 1er novembre 93 (1993 JAF 0305)

459/ Afrique soir (1993 JAF 0305 C)

Seule la deuxième partie du journal Afrique soir est enregistrée.

Contenu de la notice Loris :

RWANDA/ ONU/ NOUVELLE OPERATION (LOHRO)

- Journaux Afrique du 2 novembre 93 (1993 JAF 0306)

460/ Afrique matin (1993 JAF 0306 A)

P = Philippe Leymarie

P : Les premiers observateurs militaires des Nations unies au Rwanda ont occupé hier des positions à partir desquels ils auront à surveiller l'application de l'accord de paix entre le gouvernement et le FPR. C'est donc le lancement officiel de cette nouvelle opération de l'Onu en Afrique, baptisée la Minuar.

Le papier de C. Lohro n'est pas diffusé.

Contenu de la notice Loris :

RWANDA MISSION ONU PAP C. LOHRO

461/ Afrique midi (1993 JAF 0306 B)

P = Dalila Berritane

T = Les observateurs militaires des Nations unies ont commencé à se déployer hier au Rwanda. Leur mission : surveiller l'application de l'accord de paix signé en août dernier. Lors d'une brève cérémonie à Kinihiri (?), proche de la zone tampon, les officiers de l'Onu ont hissé le drapeau de leur organisation...

P : ...Comment va se passer ce déploiement, quelles troupes y participeront, les explications du général Roméo Dallaire, le chef de la mission des Nations unies au Rwanda.

Itw du général Roméo Dallaire (Muriel Pomponne) :

« En ce moment même, j'ai déjà une vingtaine d'officiers d'état major établis à Kigali. J'ai déjà sous commandement 114 personnes, qui auparavant faisaient partie du Gom de l'Oua, qui suivent un entraînement en ce moment-ci. Le groupe précurseur du bataillon déployé à Kigali est venu faire sa reconnaissance. Nous anticipons les premières compagnies d'atterrir ici à Kigali autour du 15 novembre.

(Q. de M. P. : Alors d'où viendront ces compagnies ?)

A date, nous avons quelques éléments de la Belgique. Pour le reste du bataillon, j'attends toujours mes instructions de New York.

(Q. de M. P. : On sait que parmi les conditions posées par le FPR, il y a le départ des 300 soldats français. Alors quand est-ce qu'ils vont partir ?)

Ils vont partir lorsque nous sommes en mesure d'établir la zone de sécurité de Kigali. C'est ce que j'entends de mes interventions avec eux et avec le gouvernement. »

P : Selon l'accord signé entre les deux parties rwandaises, le nombre des observateurs devraient atteindre à terme 2 500. Aujourd'hui, ils sont quelques centaines.

- Journaux Afrique du 4 novembre 93 (1993 JAF 0308)

462/ Afrique matin (1993 JAF 0308 A)

Pas de mention du Rwanda.

Contenu de la notice Loris :

RWANDA AIDE DE LA CEE SON BERNADETTE KOSTES

- Journaux Afrique du 5 novembre 93 (1993 JAF 0309)

463/ Afrique matin (1993 JAF 0309 A)

Pas de mention du Rwanda.

Contenu de la notice Loris :

RWANDA/BURUNDI SON FPR (MAS)

- Journaux Afrique du 15 novembre 93 (1993 JAF 0319)

464/ Afrique matin (1993 JAF 0319 A)

P = Danielle Lefèvre

P : Au Burundi, une amorce de retour des quelques 700 000 personnes qui avaient fui le pays au lendemain de l'assassinat de Melchior Ndadaye... On s'en doutait mais une organisation américaine de défense des droits de l'homme, Africa watch, vient de le confirmer dans un rapport. Les règlements de compte Hutu-Tutsi ont débordé sur le Rwanda, un pays qui prépare tant bien que mal sa démocratisation. Ces derniers jours, cinq Tutsis ont été tués par des Hutus en mal de vengeance.

Pap. de Monique Mas :

«Au Rwanda, la victoire du président Ndadaye avait déjà suscité, dans certains milieux extrémistes hutus, une satisfaction revancharde douteuse. Ces mêmes milieux s'emparent aujourd'hui de son assassinat pour ranimer les vieilles haines contre les Tutsis rwandais. Après avoir appelé les Hutus du Rwanda au combat contre les Tutsis du Burundi, souligne Africa watch, certains politiciens tentent aujourd'hui de remettre en question l'accord de paix signé le gouvernement rwandais et le FPR. Leurs seuls arguments tiennent en une seule équation ethnique qui impute à tous les Tutsis la responsabilité de l'assassinat du président hutu du Burundi. Une équation simpliste qui vise le FPR et à travers lui le nouvel équilibre politique, militaire, ethnique en gestation au Rwanda. Des propos troubles qui vont encore compliquer le travail du gouvernement de transition, qui s'appête à prendre les rênes du pouvoir d'ici décembre. »

- Journaux Afrique du 16 novembre 93 (1993 JAF 0320)

465/ Afrique matin (1993 JAF 0320 A)

P = Danielle Lefèvre

T = A quelques semaines de l'entrée en fonction de la nouvelle administration née des accords d'Arusha, des craquements dans l'opposition interne.

P : La difficile préparation de la démocratie au Rwanda. Les accords d'Arusha prévoient notamment la répartition des ministères et des sièges des députés entre l'ancien parti unique, les trois partis d'opposition et le FPR. Mais l'opposition interne est en train d'exploser. Cette fois-ci, après le MDR, c'est le parti libéral qui est touché alors que la nouvelle administration doit voir le jour le mois prochain.

Pap. de Monique Mas :

«Le président hutu du parti libéral a été régulièrement accusé par le pouvoir d'être le chef de file d'un parti tutsi allié au FPR. Sa réponse était de prêcher l'unité nationale. Il est aujourd'hui battu en brèche par son vice-président tutsi. Celui-ci a obtenu un siège de député au titre du parti libéral. Il brigue aujourd'hui la présidence de l'Assemblée nationale et se réclame toujours de l'étiquette « parti libéral » malgré sa clientèle ethnique. De même, deux tendances se réclament du MDR, qui a explosé à la veille de l'accord de paix. La pomme de discorde était alors la primature qui a finalement échoué au président du MDR. Ces adversaires, hutus comme lui, l'accusent de rouler pour le FPR et tentent d'ethniser le problème. Mais finalement, c'est l'opposition interne tout entière qui sort brisée de cette course au mieux placé dans la transition. »

466/ Afrique midi (1993 JAF 0320 C)

P = Donaig Le Du

P : Le coup d'état manqué au Burundi commence à avoir des répercussions au Rwanda. Les deux pays sont peuplés par les mêmes ethnies, les Hutus et les Tutsis. Ainsi, le parti libéral, un parti d'opposition, vient d'éclater et deux hauts responsables hutus ont du quitter le mouvement.

Pap. de Monique Mas :

Diffusé le matin

- Journaux Afrique du 24 novembre 93 (1993 JAF 0328)

467/ Afrique midi (1993 JAF 0328 C)

P = Donaig Le Du

P : Gros plan sur les réfugiés qui ont fui le Burundi à destination du Rwanda. L'équipe de MSF France, la seule organisation non gouvernementale présente, travaille dans trois camps au Rwanda et en particulier à Nzungwa (?), où sont réfugiées 25 000 personnes. Le point de la situation alimentaire dans ce camp avec Olivier Laboucher, administrateur de MSF.

Itw d' Olivier Laboucher, administrateur de MSF (Ghislaine Dupont) :

«La situation est assez catastrophique. Nous sommes arrivés au début du mois de novembre pour pallier une épidémie de rougeole. Actuellement, on travaille sur une deuxième urgence qui est une famine généralisée...»

(Q. de G.D. : Est-ce que le taux de mortalité est important ?)

Les chiffres commencent vraiment à nous affoler. Au début, on était à deux tués pour 10 000 personnes par jour. Actuellement, on est à 5 pour 10 000. Et ça continue à croître.

(Q. de G.D. : Il n'y a pas assez d'aide alimentaire mais apparemment MSF dit qu'il y aurait également des détournements de cette aide ?)

Oui en effet. Disons que les Nations unies fournissent apparemment assez de nourriture mais parce qu'il y a détournement, ils ont décidé de diminuer les rations pour diminuer le détournement. Ce qui est complètement illogique parce qu'on va tout droit vers une famine. »

468/ Afrique soir (1993 JAF 0328 D)

P = Yves Rocle

T = La famine guette dans les camps de Burundais réfugiés au Rwanda. C'est ce qu'affirme MSF.

P : Les Nations unies lance un nouvel appel pour regrouper des fonds pour venir en aide aux Burundais qui ont fui leur maison à la suite de la tentative de coup d'état du mois dernier. MSF lance un cri d'alarme...

Itw d' Olivier Laboucher, administrateur de MSF (Ghislaine Dupont) :

Diffusée à midi

+

(Q. de G.D. : Et qui détourne l'aide alimentaire ?)

Ca c'est une bonne question. Disons qu'il y a plusieurs partenaires sur la chaîne de distribution. Et qu'en ce moment, il y a des enquêtes mais c'est encore pas bien défini. »

Décembre 1993

P = présentateur

T = titres du journal

- Journaux Afrique du 1er décembre 93 (1993 JAF 0335)

469/ Afrique matin (1993 JAF 0335 A)

P = Danielle Lefèvre

T = Des escarmouches sanglantes dans le nord du pays. 20 morts avant-hier à Mutura. Des escarmouches qui risquent encore de retarder l'application des accords de paix d'Arusha.

P : ...Au cours de ces deux dernières semaines, des attaques contre des unités gouvernementales dans le nord du pays. La dernière perpétrée dans la nuit du lundi à mardi à Mutura aurait fait 20 morts. Des attaques attribuées par radio Kigali au FPR, ce que dément la rébellion.

Pap. de Monique Mas :

« Ni le gouvernement rwandais, ni l'Onu, n'ont pu identifier les auteurs de cette tuerie qui a fait une vingtaine de morts et une dizaine de disparus dans une commune située en bordure de forêt, à Mutura, au nord-ouest du pays, dans la zone sous contrôle gouvernemental. Selon le Premier ministre, six soldats gouvernementaux en patrouille dans la forêt se seraient repliés après avoir croisé un groupe armé d'une trentaine de personnes qui n'a pas attaqué le camp militaire voisin. Le 18 novembre dernier déjà, 37 civils avaient été tués par un commando armé non identifié, toujours au nord du pays, en zone démilitarisée. A chaque fois, certains se sont empressés d'imputer ces tueries au FPR. Radio Rwanda par exemple, à qui le gouvernement a dû demander de démentir ces accusations. Des accusations sans preuve selon les observateurs de l'Onu, qui poursuivent leurs enquêtes, à l'instar du gouvernement. Reste à savoir qui cherche à saboter l'application de l'accord de paix. Un accord qui ouvre au FPR les portes du gouvernement de transition dont l'entrée en fonction est espérée d'ici Noël. »

- Journaux Afrique du 4 décembre 93 (1993 JAF 0338)

470/ Afrique matin (1993 JAF 0338 A)

P = Philippe Leymarie

T = Onze écoliers tués par une mine à quelques kilomètres de Kigali.

Pap. de Muriel Pomponne :

«D'après la radio rwandaise, les écoliers de la commune de Taba auraient été intrigués par un billet de 100 francs rwandais posé sur des feuilles de bananier. En fait, l'ensemble cachait une grenade qui a explosé au moment où les enfants se sont emparés du billet...On constate un regain de violences dans la zone tampon...Enfin, il y a quelques jours, c'est au sud du pays que douze civils ont été tués. La radio rwandaise a accusé des militaires burundais d'en être responsables... A mesure qu'on s'approche de la mise en application des accords d'Arusha...la tension et la violence semblent donc croître. Et à Kigali, la population a de plus en plus peur. »

P : Jacques Roger Booh Booh, le représentant du secrétaire général des Nations unies au Rwanda, se dit justement inquiet de cette renaissance de violences au Rwanda.

Itw de Jacques Roger Booh Booh, le représentant du secrétaire général des Nations unies au Rwanda (Muriel Pomponne) :

«L'exécution de l'accord d'Arusha démarre dans des conditions très difficiles. Chaque jour, on annonce des tas d'assassinats, des accidents de mines, de grenades. C'est un peu inquiétant.

(Q. de M. P. : Est-ce que vous avez l'impression que les événements du Burundi ont eu une influence néfaste sur le Rwanda ?)

Il y a un peu de cela. On n'en parle pas beaucoup mais certaines personnalités m'ont dit que cela fait effectivement réfléchir beaucoup de politiciens ici.

(Q. de M. P. : Certains extrémistes d'un bord ou de l'autre auraient envie de remettre en cause les accords d'Arusha ?)

Il y a ce sentiment. Déjà tous les partis politiques n'ont pas adhéré à cet accord. Et puis, il y a des gens qui disent ouvertement qu'ils sont contre ces accords sans offrir une alternative valable. Parce que les coups de main qu'on observe ces jours-ci, ce ne sont pas des combats entre soldats, ce ne sont pas des actes de guerre mais ce sont carrément des actes de terrorisme. »

- Journaux Afrique du 16 décembre 93 (1993 JAF 0350)

471/ Afrique matin (1993 JAF 0350 A)

P = Danielle Lefèvre

T = La mise en place du gouvernement de transition annoncée pour le 30 décembre. Le contingent français a quitté le pays le week end dernier.

P : ...Après le retrait du contingent français ces jours derniers, un retrait exigé par le FPR pour occuper les portefeuilles qui lui ont été attribués dans le gouvernement de transition, l'Onu a annoncé les dates d'entrée en fonction du parlement et du gouvernement de transition, le 29 décembre pour le premier, le 30 pour le second.

Pap. de Monique Mas :

«D'ici là, l'Onu se donne une semaine, à partir du 20 décembre, pour cantonner les troupes des deux parties et consigner leurs armes. A l'intérieur du pays, cela se fera sur leurs actuelles positions défensives. Et l'Onu interdira l'entrée des armes lourdes dans un rayon de 10 km autour de la capitale. Les quelques 5 000 soldats gouvernementaux de Kigali resteront sur place et 600 soldats du FPR assureront la sécurité de ses représentants sous la surveillance de l'Onu. L'Onu qui dispose déjà de 1 165 hommes sur place, dont 400 Belges et 400 Bengalis. En revanche, comme convenu, deux avions ont embarqué les quelques 300 militaires français les 11 et 13 décembre. Une quinzaine d'officiers achèvent de fermer les bureaux du détachement Noroît dépêché par la France au début de la guerre d'octobre 90. »

472/ Afrique midi (1993 JAF 0350 C)

P = Donaig Le Du

P : ...Après le retrait du contingent français ces jours derniers, un retrait exigé par le FPR pour occuper les portefeuilles qui lui ont été attribués dans le gouvernement de transition, l'Onu a annoncé les dates d'entrée en fonction du parlement et du gouvernement de transition, le 29 décembre pour le premier, le 30 pour le second.

Pap. de Monique Mas

Diffusé le matin

- Journaux Afrique du 29 décembre 93 (1993 JAF 0363)

473/ Afrique matin (1993 JAF 0363 A)

P = Pascal Gauthier

T = Les responsables du FPR sont arrivés hier à Kigali, accompagnés d'un bataillon de 600 hommes. Plusieurs de ces hommes font partie du gouvernement de transition qui doit être mis en place d'ici demain soir.

Pap. de Ghislaine Dupont :

«...Ce nouveau gouvernement qui sera dirigé par Faustin Twagiramungu... intégrera donc cinq membres du FPR. Pasteur Bizimungu, principal négociateur des accords d'Arusha, devrait prendre le portefeuille de l'Intérieur. Jacques Bihozagara, porte-parole du FPR en Europe, a été désigné pour occuper un nouveau poste, celui de vice-Premier ministre chargé du retour des réfugiés. Les trois autres membres de l'opposition armée, parmi lesquels une femme, devraient obtenir les ministères de la Santé, des Transports et Communications, ainsi que la Jeunesse et les Sports... Le gros dossier à régler dans les semaines qui viennent, ce sera l'intégration des ex-rebelles dans la future armée nationale. Le bataillon de 600 hommes arrivés hier à Kigali a été logé dans le bâtiment du Parlement, en attendant de rejoindre les casernes. Ce premier effectif du FP va pour le moment se charger de la sécurité de ses dirigeants politiques. »

474/ Afrique midi (1993 JAF 0363 C)

P = Assane Diop

T = C'est en principe demain que devrait se former au Rwanda le gouvernement de transition...

Pap. de Ghislaine Dupont :

«...Ce nouveau gouvernement qui sera dirigé par Faustin Twagiramungu... intégrera donc cinq membres du FPR. Pasteur Bizimungu, principal négociateur des accords d'Arusha, devrait prendre le portefeuille de l'Intérieur. Jacques Bihozagara, porte-parole du FPR en Europe, a été désigné pour occuper un nouveau poste, celui de vice-Premier ministre chargé du retour des réfugiés. Les trois autres membres de l'opposition armée, parmi lesquels une femme, devraient obtenir les ministères de la Santé, des Transports et communications, ainsi que la Jeunesse et les sports. Pour l'heure, l'actuel gouvernement qui va démissionner travaille d'arrache-pied pour régler les questions militaires, notamment celle des nominations des généraux. Nominations qui doivent avoir lieu avant l'installation du nouveau gouvernement. L'ancienne rébellion a déjà procédé à des nominations internes. Le major Paul Kagame, chef militaire du FPR, vient d'être élevé au grade de général. Tout cela dans la perspective de la prochaine étape cruciale, celle de l'intégration des ex-rebelles dans la future armée nationale. »

- Journaux Afrique du 30 décembre 93 (1993 JAF 0364)

475/ Afrique midi (1993 JAF 0364 C)

P = Donaig Le Du

T = L'installation des institutions de transition prend du retard. Les membres du Parlement devaient prêter serment hier mais la cérémonie a été repoussée. Quant au gouvernement de transition, il devait être mis en place aujourd'hui mais des querelles internes au sein de l'opposition civile semble bloquer le processus.

P : ... Vous le savez, les dirigeants du FPR ont quitté le maquis il y a 48 heures sous escorte des casques bleus de l'Onu...

Pap. de Ghislaine Dupont :

« ...Ce sont les dissensions internes qui secouent le MDR et le parti libéral qui bloquent la machine. Depuis les accords d'Arusha, ces deux partis se sont divisés en deux factions. Et maintenant, chaque faction veut imposer ses députés et ses ministres... Ironie de l'histoire, c'est le FPR qui tente de jouer les médiateurs. En tout cas, ce matin, Faustin Twagiramungu a refusé les trois noms proposés par son parti, le MDR... Un accord devrait être possible dans les heures qui viennent. Du côté du parti libéral, la situation paraît beaucoup plus complexe. Si aucune entente n'est possible pour choisir les trois ministres qui doivent siéger, le parti libéral pourrait être exclu. Pour l'instant, les négociations se poursuivent avec le souhait, semble-t-il, d'aboutir à la mise en place du gouvernement et du Parlement avant la fin de semaine. »

- Journaux Afrique du 31 décembre 93 (1993 JAF 0365)

476/ Afrique matin (1993 JAF 0365 A)

P = Pascal Gauthier

T = La formation du gouvernement de transition retardée. Le Premier ministre désigné minimise les dissensions entre son mouvement, le MDR, et le parti libéral, et renvoie la balle dans le camp du président Habyarimana.

P : Pour les dirigeants politiques rwandais, le temps ne doit pas avoir d'importance. Cette fois, l'application des accords d'Arusha... est retardée par une querelle entre deux des cinq formations politiques du pays. Le MDR et le parti libéral n'étaient pas d'accord sur les nominations au sein du gouvernement de transition, qui aurait du être en place hier. Une réunion a eu lieu pour régler la question. Pour le Premier ministre, c'est maintenant du côté du président Habyarimana que viennent les blocages.

Itw de Faustin Twagiramungu, Premier ministre (Monique Mas) :

«Le président de la République doit d'abord prêter serment afin que les députés puissent eux-mêmes prêter serment à leur tour et ensuite le gouvernement de transition à base élargie. S'il ne prêtait pas serment, il est entendu qu'on fera appel à son parti afin qu'il puisse donner une autre personne pour prêter serment...Il dit que les problèmes des partis politiques doivent d'abord trouver leurs solutions. Là n'est pas le problème. L'article 52 de l'accord de paix sur le partage du pouvoir donne au Premier ministre désigné la latitude de choisir parmi les candidats. Je dis bien « choisir ». Si je devais faire prêter serment aux ministres devant participer au gouvernement de transition, je le ferais même au moment où je vous parle. Tout est prêt.

(Q. de M.M. : Les listes sont donc prêtes, tant celle des députés que celle du gouvernement de transition ?)

Bien sûr. »